



ripeSS

Intercontinental network for the promotion of social solidarity
economy
Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale
solidaire
Red intercontinental de promoción de la economía social
solidaria

RIPESS - Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale solidaire ILC 2022 - Contribution aux points de discussion

Notre organisation, le *Réseau international pour la promotion de l'économie sociale solidaire - RIPESS*, se félicite de la décision de l'Organisation internationale du travail d'avoir une discussion générale sur le potentiel de l'ESS dans son approche du travail décent. Pour nous, créer un monde où tout travail est décent est nécessaire pour toute l'humanité.

Aujourd'hui dans notre 25^{ème} année, RIPESS a mobilisé et organisé sans relâche, de la base au niveau mondial, la promotion d'une économie par et pour le peuple, pour répondre à leurs besoins, pour une vie de dignité. Notre mouvement s'est développé dans les communautés défavorisées du monde entier où il organise des activités visant à produire des biens et des services pour répondre à leurs besoins, fournissant ainsi un revenu suffisant à tous les membres de la famille et au service de la communauté, sur la base de la coopération et de la solidarité. Ce mouvement s'est répandu dans le monde entier, basé sur différentes approches historiques telles que le développement communautaire. Nous devons nous rappeler que jusqu'à tout récemment, la majeure partie de l'humanité vivait dans des communautés locales autosuffisantes.

C'est ce qui explique pourquoi nous collaborons avec l'OIT depuis la conférence d'octobre 2009 à Johannesburg. La déclaration de la rencontre, *L'économie sociale : la réponse de l'Afrique aux crises mondiales*, un « *Plan d'action pour la promotion des entreprises et des organisations de l'économie sociale en Afrique* » a conduit à la création de l'Académie de l'ESS de l'OIT, qui s'est réunie régulièrement depuis lors. Depuis ce temps, nous collaborons régulièrement avec l'OIT, y compris le Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur l'ESS.

Point de discussion 1

Conformément aux normes internationales du travail, que devrait être une définition universelle de l'économie sociale et solidaire, en tenant compte de ses valeurs, de ses principes et de ses formes organisationnelles ?

Étant donné que nos membres sur les continents et dans les pays représentent des organisations de base dans plus de 75 pays sur différents continents, notre demande est d'adapter la définition/description de l'ESS dans le rapport du Bureau afin qu'elle corresponde davantage à leurs réalités.

Par exemple, nous ne sommes pas d'accord avec la première phrase qui dit que *l'économie sociale et solidaire (ESS) englobe les unités institutionnelles ayant un **but social ou public***.

Nos membres considèrent qu'il s'agit d'entreprises comme les autres, mais qu'elles appartiennent collectivement à des personnes et non à des capitaux. Elles ont des valeurs



ripess

Intercontinental network for the promotion of social solidarity
economy
Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale
solidaire
Red intercontinental de promoción de la economía social
solidaria

et des pratiques différentes, mais ce sont des entreprises avec des principes de gouvernance collective. Le mot entreprise n'est mentionné qu'une seule fois dans la définition, dans l'expression « entreprise sociale ».

Les mots *ayant un but social ou public* conduisent à la confusion. Cela signifie-t-il que l'ESS n'existe que dans le secteur social? Que veut-on dire par but public ? Une coopérative de l'industrie du bois d'œuvre ferait-elle partie de l'ESS ?

Cela nous amène à proposer l'utilisation de la définition du Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur l'ESS adoptée en 2014. Cette définition, basée sur la définition de Johannesburg de 2009, a été convenue et est le résultat d'un effort collectif des agences des Nations Unies et des organisations et réseaux de l'ESS. La définition utilise l'expression « entreprises et organisations ». Nous utilisons cette définition depuis 8 ans. Les agences des Nations Unies, les réseaux de l'ESS, les pays et les universités l'utilisent comme définition de travail. Elle pourrait être affinée, mais nous la trouvons beaucoup mieux que la définition proposée.

La définition de 2014 se lit comme suit :

« L'ESS englobe les organisations et les entreprises qui ont des objectifs économiques et sociaux explicites (et souvent environnementaux) ; impliquent des degrés et des formes variables de relations coopératives, associatives et solidaires entre les travailleurs, les producteurs et les consommateurs; et pratique la démocratie et l'autogestion en milieu de travail. L'ESS comprend les formes traditionnelles de coopératives et d'associations mutuelles, ainsi que les groupes d'entraide de femmes, les groupes forestiers communautaires, les organisations de provisionnement social ou les « services de proximité », les organisations de commerce équitable, les associations de travailleurs du secteur informel, les entreprises sociales et les systèmes de monnaie communautaire et de financement alternatif.¹

Nous n'avons pas entendu parler de vives critiques à l'égard de cette définition et nous appuyons fermement son maintien dans le contexte actuel plutôt que de la modifier, car cela n'est pas justifié.

Point de discussion 2

Quels sont les principaux défis et opportunités pour l'économie sociale et solidaire afin de faire progresser le travail décent et le développement durable, de contribuer à une croissance économique durable et de parvenir à des économies et des sociétés plus inclusives et durables? Comment l'économie sociale et solidaire peut-elle contribuer

1 UNTFSSSE. 2014. L'économie sociale et solidaire et le défi du développement durable



Intercontinental network for the promotion of social solidarity
economy
Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale
solidaire
Red intercontinental de promoción de la economía social
solidaria

d'avantage au travail décent, à la pleine activité, à la productivité et à l'emploi librement choisi et à l'amélioration du niveau de vie de tous ?

Notre monde est actuellement confronté à un certain nombre de crises profondes, existentielles et, dans de nombreux cas, interdépendantes en raison de la pandémie actuelle de Covid-19, de la crise des combustibles fossiles, de la crise financière, de la guerre et de la menace permanente qui pèse sur notre climat. Nous sommes confrontés à ce qui sera probablement aussi une crise alimentaire majeure, bien pire qu'en 2008. Les chaînes d'approvisionnement mondiales se sont révélées fragiles, et nous sommes loin du compte lorsqu'il s'agit d'atteindre les ODD. C'est devenu un cas de nivellement par le bas ou de changement systémique.

Il y a une forte prise de conscience croissante que non seulement nous devons changer les aspects systémiques de notre économie, tels que le passage aux énergies renouvelables, mais nous devons également relocaliser une grande partie de notre système économique et passer à des modèles de production de biens et de services plus durables, centrés sur les personnes et les droits humains, si nous voulons préserver l'avenir de l'humanité. Cela signifie une reconnaissance beaucoup plus profonde et généralisée des formes nombreuses et variées de structures de l'économie sociale et solidaire dans leur diversité. RIPESS, le Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale solidaire, plaide fermement en faveur de cette initiative au sein de plusieurs institutions des Nations Unies et a travaillé avec le Groupe de travail inter-agences des Nations Unies depuis sa création pour le faire.

Il existe de nombreuses nouvelles petites formes de coopératives qui donnent accès à ceux qui ont longtemps été marginalisés et vulnérables. Ils le font en créant des réponses innovantes aux besoins des populations au niveau local, intégrant souvent les travailleurs et travailleuses du secteur informel, leur permettant ainsi de bénéficier d'une protection sociale. Il existe également d'autres formes d'entreprise collective qui non seulement garantissent un travail décent dans le cadre de leur modèle de gouvernance, mais qui créent également une richesse collective plutôt qu'individuelle. De nouvelles portes sont ouvertes par des réponses collectives aux appels d'offres publics, des parts de solidarité dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes telles que l'agriculture soutenue par la communauté, les programmes de soutien à la santé communautaire, l'énergie communautaire et bien plus encore. Ils conduisent à une résilience beaucoup plus grande et ont prouvé qu'ils sont efficaces à tous points de vue.

Ce sont les outils dont nous disposons déjà qui peuvent surmonter les multiples crises et fournir un travail décent à toutes les personnes, y compris aux femmes dans toute leur diversité, couleur, ou origine ethnique.



Intercontinental network for the promotion of social solidarity
economy
Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale
solidaire
Red intercontinental de promoción de la economía social
solidaria

Nous devons accroître le soutien gouvernemental à ces structures et les intégrer, tout en restant attentifs à ce que leurs modèles de gouvernance, les droits humains et leur nature collective restent intacts.

Point de discussion 3

Compte tenu de l'histoire et de la nature de l'économie sociale et solidaire, quel est le rôle des gouvernements et des partenaires sociaux dans la promotion de sa contribution à une reprise centrée sur l'humain, inclusive, durable et résiliente ?

Sur la base de l'histoire des 15 à 20 dernières années, la voie à suivre pour travailler en partenariat étroit avec les gouvernements et les partenaires sociaux afin de permettre à l'ESS, qui existe déjà, de devenir un contributeur clé à une économie centrée sur l'humain, basé sur les droits humains inclusive, durable et résiliente, mais elle doit encore être étendue dans le monde entier.

Trois exemples illustrent l'existence de cette approche.

- Au Brésil, le FBES, le Forum brésilien de l'économie solidaire, créé en 2004, est une organisation multipartite avec des mouvements paysans, des entreprises de base, des universités, des organisations confessionnelles, des associations de fonctionnaires, des municipalités et des syndicats (CUT). Ils avaient jusqu'à récemment une politique fédérale soutenant l'économie solidaire, Il existe des lois dans plus de 10 États et dans plus de 40 municipalités. Même si avec les changements politiques de ces dernières années, le FBES est toujours actif et fort.
- Dans la province du Québec, au Canada, l'économie sociale (semblable à l'ESS) a été adoptée lors d'un sommet social en 1996. Le gouvernement, les syndicats, le secteur privé, les coopératives, le secteur communautaire étaient tous d'accord. Par la suite, pour soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre de la politique d'économie sociale, le Chantier de l'économie sociale a été créé en tant que réseau pour représenter les entreprises de l'ESS (qui peuvent être des coopératives ou des organisations à but non lucratif). Il rassemble également des mouvements sociaux tels que les organisations environnementales, de femmes, l'organisation des Premières Nations (autochtones) ainsi que les syndicats. Cela a conduit à la co-construction de politiques et de programmes, y compris une loi-cadre adoptée en 2013. Dans le cadre de la reprise Post Covid, le Chantier est partenaire, aux côtés des municipalités, du secteur privé traditionnel et des syndicats élabore des actions. L'une des actions porte sur l'économie circulaire.
- Au Mali, RENAPESS, le réseau national pour la promotion de l'ESS a été créé en 2003. Ce réseau est également multi-acteurs. Il comprend des membres de plus de



Intercontinental network for the promotion of social solidarity
economy
Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale
solidaire
Red intercontinental de promoción de la economía social
solidaria

60 organisations telles que des centres de santé communautaires, des organisations de femmes et des syndicats ; et autres secteurs présents du niveau local au niveau national. Le fait d'être un représentant de la plupart des mouvements sociaux intéressés et des organisations de base, a permis à RENAPESS de s'associer au gouvernement national pour élaborer une politique nationale de promotion de l'ESS. La politique a été adoptée par le Conseil des ministres en 2014 et a depuis été au moins partiellement mise en œuvre. Une loi portant création d'un secrétariat national a été adoptée et une loi sur l'ESS était prête à être adoptée juste avant le coup d'État de 2021. Même avec cette situation politique, l'ESS est toujours très active, et en fait plus que jamais avec les différents effets socio-économiques de Covid-19.

Ces exemples montrent clairement que les partenariats avec l'État (y compris les régions et le niveau municipal/local) et les différents partenaires sociaux sont non seulement importants, mais aussi essentiels, pour développer des économies durables et inclusives. Cela est essentiel pour parvenir à un travail décent à grande échelle pour toutes les personnes, à des socles de protection sociale pour tout le monde et à la lutte contre le changement climatique.

Nous devons nous rappeler la devise de l'Agenda 2030 « **Ne laissez personne de côté** ».

Point de discussion 4

S'appuyant sur l'expérience centenaire du Bureau dans le soutien aux mandants de l'OIT, en partenariat avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire, quelles actions et mesures prioritaires le Bureau devrait-il prendre pour promouvoir l'économie sociale et solidaire pour un avenir du travail centré sur l'humain?

Les actions et mesures prioritaires doivent être élaborées avec toutes les parties prenantes, y compris les organisations de l'ESS. L'un des principes que nous promouvons est la co-construction de plans d'action et de politiques. Sinon, ils ne pourraient pas répondre aux besoins des acteurs de l'ESS sur les continents et dans les pays. Nous suggérons que l'OIT constitue un organe consultatif formel des organisations de l'ESS présents à tous les niveaux, mondial, continental et dans les pays.